

LE DEVOIR

Libre de penser

Revue de presse - Ignorés et oubliés

5 janvier 2008 | Manon Cornellier | Médias

Avant que l'actualité ne reprenne son train d'enfer, un retour sur deux dossiers publiés cet automne et qui méritent qu'on s'y arrête, même si c'est avec un peu de retard.

D'abord, la situation précaire de travailleurs migrants. Plusieurs oeuvrent dans des fermes québécoises et leur situation a fait un peu de bruit l'été et l'automne derniers, mais leur cas n'est pourtant pas unique. On retrouve des travailleurs temporaires dans tout le Canada et pas seulement dans le secteur agricole. Travailleuses domestiques, ouvriers dans le secteur de la construction, employés des sables bitumineux, ils sont de plus en plus nombreux à venir au pays depuis que le gouvernement Harper a assoupli les règles au profit des employeurs.

Briarpatch, une revue de la Saskatchewan franchement de gauche, y a consacré un dossier complet en novembre. On y apprend que 171 844 travailleurs temporaires sont venus au Canada en 2006, une hausse de 122 % par rapport à il y a dix ans. Pour pouvoir les faire venir, les employeurs doivent faire face à une pénurie de main-d'oeuvre canadienne, ce qui n'est pas très ardu à prouver. Depuis peu, les employeurs doivent annoncer les postes disponibles au Canada pour une période d'à peine sept jours au lieu des six semaines requises par le passé. La liste des occupations pouvant se qualifier s'est aussi allongée. Un guide à l'usage des employeurs a vu le jour, du personnel a été embauché et des fonds ont été annoncés dans le dernier budget afin d'accélérer les démarches bureaucratiques.

L'effet a été immédiat en Alberta, où l'économie carbure à plein régime. Environ 31 000 demandes de permis temporaires y ont été traitées durant l'année financière se terminant le 31 mars 2007 et 9000 seraient en attente. L'année précédente, seulement 12 000 requêtes avaient été déposées.

Les assouplissements apportés au programme par Ottawa ont tous été à l'avantage des employeurs, écrit Karl Flecker, alors que les syndicats, les groupes communautaires et les associations d'immigrants se plaignent depuis des années des abus dont sont victimes ces travailleurs précaires. Les heures de travail sont souvent longues et le salaire est minime, même quand il est versé en totalité, ce qui n'est pas toujours le cas. Le paiement des heures supplémentaires, de vacances, de prime d'invalidité est aléatoire, même s'il est prévu. Des lois sont effectivement censées protéger ces travailleurs, mais à peu près personne n'en assure le respect. Les premiers intéressés n'osent pas se plaindre par crainte d'intimidation.

Les enquêtes sont rares et ne surviennent souvent qu'à la suite d'incidents sérieux. Ou à la mort de travailleurs, comme cela est arrivé en avril dernier à deux hommes d'origine chinoise qui oeuvraient sur un chantier des sables bitumineux albertains. Le toit du réservoir sur lequel ils se trouvaient s'est

écroulé. Malgré cela, l'entreprise concernée prévoyait de faire venir 500 travailleurs temporaires supplémentaires. Quand le toit d'un second réservoir s'est effondré, blessant d'autres employés, c'est un syndicat local qui a exigé la fermeture du site. La commission de santé et de sécurité du travail de la province a finalement ouvert une enquête.

Prix local

Flecker souligne que ce ne sont pas seulement les travailleurs migrants qui subissent les effets pervers de ce système, mais aussi les travailleurs d'ici. Il cite le cas d'Olymel, qui a fermé son usine de transformation de viande porcine du Québec après que les quelque 500 travailleurs eurent refusé des concessions salariales. Une partie du travail a été déplacée à l'usine albertaine de Red Deer, qui aurait été autorisée à faire venir environ 400 travailleurs temporaires de la République dominicaine, du Guatemala, des Philippines et de l'Ukraine, écrit le magazine.

La section locale du syndicat United Food & Commercial Workers a réagi en tentant de contrecarrer l'apparition d'une force de travail à deux vitesses. Mais plutôt que de bloquer l'arrivée des travailleurs temporaires, elle a décidé de les aider à devenir résidents permanents, ce qui leur assurerait les mêmes droits que les employés canadiens. La section 1118, qui représente 4000 membres à Red Deer, a aussi obtenu d'Olymel des fonds pour la formation et l'intégration des travailleurs migrants. Mais l'ironie, note Flecker, est que cette solidarité n'a été possible qu'au prix de pertes d'emploi au Québec.

Flecker passe en revue d'autres projets d'aide aux travailleurs migrants ayant vu le jour partout au pays, généralement le fruit d'initiatives syndicales et communautaires. Bien peu d'aide vient des gouvernements.

Femmes d'ici

Cette chronique évoquait la semaine dernière la violence subie par certaines femmes immigrantes. Mais que dire de ces dizaines et dizaines de femmes, généralement pauvres, toxicomanes ou prostituées, qui ont disparu l'une après l'autre dans tout le pays? Des femmes dont on ignore le sort ou dont le corps a été retrouvé dans des champs, des ruelles, des édifices désaffectés. Dans l'Ouest, les cas se multiplient, et il s'agit souvent de femmes autochtones. Zosia Bielski s'est penchée sur la question dans le National Post et le portrait est affligeant. Indifférence? Il a fallu des années à la police pour accepter l'hypothèse d'un meurtrier en série dans le cas des dizaines de femmes disparues du Downtown Eastside de Vancouver. Robert Pickton a finalement été épinglé et condamné pour six homicides, et on le soupçonne d'être associé à des dizaines d'autres cas. En Colombie-Britannique, on parle de 37 autres femmes disparues depuis la fin des années 1960, dont 14 le long de «l'autoroute des larmes», dans le nord de la province. À Edmonton, 23 femmes assassinées ont été découvertes dans des chambres d'hôtel, des zones industrielles ou en rase campagne depuis 1983. À St. Catharines, en Ontario, six prostituées ont été retrouvées mortes dans des fossés, des stationnements et un bois. À Winnipeg, 19 corps de prostituées ont été trouvés depuis 25 ans, dont trois depuis avril dernier. Les forces policières, constate Bielski, consacrent maintenant plus de ressources à la résolution de ces crimes, mais il leur a fallu du temps pour les prendre au sérieux. Les familles ont le sentiment que la police s'est longtemps moquée de ces crimes à cause du mode de vie ou de l'origine des victimes.